

Bulletin du FMI

BILAN DE SANTÉ ÉCONOMIQUE

Grâce au pétrole et à l'uranium, les perspectives à moyen terme du Niger s'améliorent

Clara Mira
Département Afrique du FMI
19 décembre 2011



Mine d'uranium à Arlit (Niger): les recettes tirées des ressources naturelles vont accroître les revenus du pays, mais aussi l'exposer à la volatilité des cours (photo: Issouf Sanogo/AFP)

- L'augmentation des recettes tirées des ressources naturelles va améliorer la position budgétaire et extérieure
- Il faut en tirer parti pour accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté
- Les négociations avec le FMI sur un nouveau programme devraient débuter bientôt

Un nouveau projet de traitement du pétrole brut et l'augmentation de la production d'uranium devraient stimuler la croissance économique du Niger à partir de l'année prochaine, note le FMI dans son bilan de l'économie de ce pays d'Afrique de l'Ouest. La hausse des recettes tirées des ressources naturelles devrait aussi contribuer à améliorer la position budgétaire et extérieure du Niger à moyen terme.

Un projet pétrolier intégré qui prévoit l'extraction et le raffinage de 20 000 barils par jour de pétrole brut devrait entrer en service en 2012. Une nouvelle mine d'uranium qui fera du Niger le deuxième producteur mondial devrait entrer en phase de production d'ici 2014.

La Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, se rendra au Niger à l'occasion d'un [déplacement en Afrique](#) du 18 au 22 décembre. Elle rencontrera notamment le Président Mahamadou Issoufou et participera à une réunion du Conseil des Ministres consacrée aux «Défis du développement économique au Niger». Elle prononcera également un discours à l'Assemblée nationale et rencontrera des représentants des établissements financiers et du secteur privé.

Exportations minières

Les exportations pétrolières et minières du Niger devraient tripler entre 2011 et 2016, et donner une impulsion aux recettes tirées des ressources naturelles. Ces projets de grande envergure devraient améliorer la position budgétaire et extérieure du Niger à moyen terme, et créer des conditions propices à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Il est prévu que la croissance du PIB bondira à 14,1 % en 2012, contre 3,8 % en 2011 selon les projections.

La priorité du Niger pour la période à venir est de tirer parti de l'augmentation prévue de la production pétrolière et minière pour accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté.

Selon le rapport du FMI, le nouveau gouvernement a adopté une stratégie de développement ambitieuse, axée sur l'utilisation des recettes pétrolières et minières pour financer les investissements publics dans les infrastructures, l'agriculture, la santé et l'éducation.

Les missions du FMI qui se sont rendues au Niger ont engagé à gérer prudemment les ressources naturelles, à planifier le programme d'investissements publics à moyen terme, à poursuivre la réforme budgétaire de manière à renforcer le recouvrement des recettes intérieures et à améliorer l'efficacité des dépenses, ainsi qu'à améliorer le climat des affaires.

Répercussions de la crise libyenne

En dépit de ses ressources naturelles, le Niger reste un pays à faible revenu. Son économie demeure fort tributaire de l'agriculture pluviale et vulnérable aux chocs extérieurs. Le pays dépend dans une large mesure de l'aide extérieure.

Un gouvernement démocratiquement élu est entré en fonction en avril 2011, et les relations du Niger avec les donateurs internationaux se sont normalisées. La crise libyenne a provoqué le retour de dizaines de milliers de travailleurs nigériens, qui a entraîné une baisse des envois de fonds des travailleurs expatriés.

L'exécution du budget est restée en bonne voie jusqu'à fin août 2011 : les recettes ont dépassé les objectifs et les dépenses ont été conformes aux projections. Le budget 2012 devrait maintenir une position budgétaire saine, tout en accroissant substantiellement l'investissement public. Les répercussions de la hausse des prix mondiaux de l'alimentation sur l'inflation sont restées modérées jusqu'à présent.

L'[accord triennal du Niger avec le FMI](#), soutenu par la facilité élargie de crédit, a expiré en juin 2011. Dans un premier temps, la mise en œuvre du programme a suivi le calendrier prévu, mais elle a été interrompue par le coup d'état militaire de février 2010.

Une fois reconnu le gouvernement de transition en septembre 2010, le FMI a repris ses relations normales avec les autorités, mais, en raison de la complexité de la situation politique, il a été difficile de poursuivre et de mener à bien les revues de l'accord. Les nouvelles autorités se sont dites intéressées par la négociation d'un programme de suivi dès que cela serait possible. Les négociations sur un nouveau programme devraient s'ouvrir prochainement.

Coûts des subventions énergétiques

En 2010, le coût des subventions énergétiques du Niger a atteint environ 1 % du PIB. Non seulement ces subventions étaient coûteuses, mais elles étaient aussi mal ciblées puisqu'elles ne bénéficiaient pas aux couches les plus pauvres de la population. Depuis juin 2011, le gouvernement a adopté une stratégie pour supprimer progressivement ces subventions tout en adoptant des mesures d'atténuation pour protéger les populations urbaines pauvres contre la hausse des coûts de transport.

Les autorités ont décidé récemment de faire bénéficier les consommateurs nationaux des nouvelles activités de production de pétrole en abaissant les prix à la pompe. Cette subvention sera toutefois limitée puisque les prix conventionnés devraient être inférieurs d'environ 14 % à 17 % aux prix d'importation.

Gestion des ressources naturelles

Les autorités et la société nigériennes souhaitent de longue date que la gestion des ressources naturelles soit plus transparente. C'est la raison pour laquelle la constitution de 2010 du Niger rend obligatoire la publication de tous les contrats d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles. Le Niger est un membre actif de l'Initiative pour la transparence des industries extractives et a été validé comme pays conforme aux normes de cette initiative en mars 2011.

L'État participe directement en tant que coactionnaire aux principaux projets miniers et pétroliers. Cet engagement direct comporte des risques dans la mesure où les autorités ont eu recours à des fonds extérieurs pour financer leur part des investissements dans les projets récents, en contractant dans certains cas des emprunts coûteux et en alourdissant la dette publique. D'après les conclusions d'une analyse de viabilité de la dette, ces nouveaux emprunts ont contribué à une accentuation du risque de surendettement du Niger, qui est passé d'un risque faible à un risque modéré.

Les recettes provenant des ressources naturelles devraient accroître les revenus du pays mais le rendre aussi plus vulnérable à la volatilité des cours des matières premières. À moyen terme, le Niger aurait intérêt à concevoir une stratégie budgétaire pour faire face aux chocs et stabiliser les dépenses.